

L'Humanité Rouge

Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75961 Paris Cedex 18 CCP 30 226 72 D La Source

Après la visite de Barre en Chine

ACCORDS ECONOMIQUES ACCRUS

Les accords économiques réalisés entre la République populaire de Chine et la France sont les plus importants jamais signés entre la République populaire de Chine et un pays capitaliste européen.

Ces accords sont à la mesure des relations entre les deux pays.

Ces relations ont débuté, en 1964, par la reconnaissance, par la France, de la République populaire de Chine. Depuis, elles se sont développées : visites d'André Malraux, d'Edgar Faure, de délégations parlementaires fréquentes en République populaire de Chine.

Sur le plan économique,

où en étaient les relations avant le voyage de Barre en Chine ? La France a fourni à la Chine des complexes pétrochimiques, des usines de fibres synthétiques et de textile, des équipements électroniques pour les aéroports et des locomotives.

Toutefois, les relations

de leurs télécommunications afin d'étendre le réseau téléphonique dans le pays afin de faciliter la communication entre les gens d'un bout à l'autre du pays.

Ces nouveaux accords seront discutés au niveau des experts, au mois de juin de cette année. Ils seront



Les tripatouillages de Defferre

Defferre, député-maire PS de Marseille, l'homme qui a joué les purs en dénonçant publiquement le scandale des voix des Français séjournant à l'étranger, est lui aussi accusé de tripatouillages de voix.

Defferre est accusé de faire voter des fantômes, selon les besoins. Ainsi, au 2, place Félix Baret, à Marseille, 71 personnes sont déclarées sur les listes électorales. Or, il n'y a, à cette adresse, que deux appartements, un cabinet d'avocats et trois études d'huissiers. Ça fait beaucoup d'habitants au mètre-carré.

Un peu plus loin, dans un immeuble non-locatif, un entrepôt et un atelier, trente électeurs sont inscrits... Dans la 7e circonscription, des électeurs habitent au numéro 55 d'une rue qui n'en comporte que 33.

Ces faits ont été révélés par des candidats du PCF à Marseille. Il n'y a plus qu'à attendre que, pour se venger, Defferre révèle une ou deux magouilles auxquelles se seraient livrés les candidats PCF.

économiques s'étaient considérablement ralenties du fait, notamment, de l'attitude scandaleuse des capitalistes français qui pensaient ne pas devoir traiter sur un pied d'égalité avec les Chinois.

Les capitalistes avaient dû revenir sur leur honteuse politique. Et quand Philippe Boulin, patron de Creusot-Loire, déclare : « On ne vend pas aux Chinois, ce sont eux qui achètent », il traduit la volonté du peuple chinois de diriger son économie en toute indépendance et de veiller scrupuleusement à la défense de ses intérêts.

Aujourd'hui, au terme des nouveaux accords, la France fournira des équipements électroniques, d'informatique, de chimie, de véhicules utilitaires, d'agro-alimentaire, et d'énergie. Les Chinois s'intéressent aussi sérieusement au déve-

loppement de leurs télécommunications afin d'étendre le réseau téléphonique dans le pays afin de faciliter la communication entre les gens d'un bout à l'autre du pays.

Ces nouveaux accords seront discutés au niveau des experts, au mois de juin de cette année. Ils seront alors définitivement adoptés. Cette recrudescence des liens économiques entre la France et la République populaire de Chine est en étroite correspondance avec la bonne santé des relations sur le plan politique. Il y a une étroite convergence de vues en bien des domaines sur le plan de la politique extérieure.

Toutefois, les Chinois ont, une nouvelle fois, mis en garde Barre sur l'inévitabilité de la guerre entre l'URSS et les USA. A cela, Barre a fait la sourde oreille et a chanté la détente, principal facteur du développement de la paix dans le monde. A ce niveau-là, Barre, comme nombre de ses collègues européens, mène la politique de l'autruche qui consiste à s'enfoncer profondément la tête dans la terre pour ne pas voir venir le danger.

A L'OCCASION DU 10e ANNIVERSAIRE DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE LENINISTE DE FRANCE

MEETING

Organisé par l'Humanité rouge
LE 27 JANVIER A 20h30
A la mutualité

Le dixième anniversaire du PCMLF La campagne politique de 1978.

Grande victoire du peuple bolivien !

C'est la première grande défaite pour Banzer, le président de la Bolivie : les grévistes de la faim ont obtenu satisfaction sur de nombreux points. Pendant trois semaines, ils ont tenu bon, malgré toutes les pressions. Il était 400 au départ, 1 300 dans la dernière semaine. Leur victoire, c'est celle de tout le peuple bolivien qui les a soutenus, notamment les 58 000 mineurs qui ont fait grève en riposte aux arrestations massives des grévistes par la police. C'est cette solidarité et cette unité qui ont permis la victoire. L'amnistie générale fut accordée pour tous les Boliviens exilés, prisonniers, mis en résidence surveillée, que ce soit pour des motifs syndicaux ou politiques. Les mineurs qui avaient été renvoyés à la suite des luttes seront réintégrés dans les mêmes fonctions, avec la même ancienneté. Le gouvernement s'est également engagé à libérer les grévistes de la faim et à ne pas entamer de poursuites contre eux et ceux qui les ont soutenus. Mardi, le gouvernement doit lever l'interdiction qui pèse depuis novembre 1974 sur les syndicats. Les différents syndicats pourront commencer leur réorganisation et procéder à l'élection de leurs dirigeants.

C'est le peuple tout en-

tier qui a infligé cette défaite à Banzer, soutenu par tous les exilés. Des grèves de la faim se sont déroulées dans plusieurs pays pour appuyer les luttes en Bolivie même. Ce fut le cas en France notamment, où 12 personnes ont fait la grève pendant deux jours, mais aussi au Mexique, au Pérou, au Venezuela, en Belgique et en Suède au sein desquels les militants du Parti communiste de Bolivie (marxiste-léniniste) ont joué un rôle important.

Mais la victoire n'est pas encore complète sur deux points essentiels : le gouvernement n'a pas soutenu encore d'un éventuel retrait des troupes qui occupent toujours tous les centres miniers et pour l'instant, les partis politiques d'opposition à la dictature restent toujours interdits. L'élan de la victoire emportée devrait permettre à la lutte pour ces revendications essentielles de se poursuivre avec une nouvelle vigueur sous la direction du Parti communiste de Bolivie marxiste-léniniste, avant-garde reconnue du prolétariat bolivien qui a dirigé clandestinement les luttes récentes, notamment au sein de la grande fédération des mineurs de Bolivie, jusqu'ici interdite par le gouvernement.

• Corne de l'Afrique

Arrivée massive d'armes et de soldats soviétiques en Ethiopie

La situation dans la Corne de l'Afrique continue à se tendre dangereusement. Une fois de plus, derrière cette nouvelle poudrière surgie dans le monde, se dessine l'ombre des superpuissances. Une fois de plus, comme à Chypre, comme au Liban, comme au Portugal, comme en Angola, comme au Zaïre, c'est l'URSS qui dévoile un peu plus ses plans agressifs. Une fois de plus, c'est l'Afrique qui est ensanglantée, par une guerre que l'URSS attise dans l'espoir de supplanter l'influence des USA, de mettre les peuples africains sous sa coupe.

Le fait le plus marquant de ces derniers jours a été l'accusation lancée par le ministre somalien de l'In-

formation, selon laquelle l'Ethiopie qui bénéficie d'un important soutien militaire soviétique et cubain, s'approprierait à envahir son pays. Les responsables somaliens affirment que l'armée éthiopienne tenterait d'effectuer une percée en direction de Berbera - grand port du nord-est de la Somalie où l'URSS disposait jusqu'à sa récente expulsion de larges facilités - afin de couper la Somalie en deux. L'objectif de l'opération serait ensuite de négocier le retrait éthiopien contre la reconnaissance de la souveraineté éthiopienne sur l'Ogaden : une offensive conjointe serait lancée dans le sud du pays en direction de Kismayo et Chisimojo. (Suite Page 2)

• Allemagne de l'ouest

Le procureur général fédéral, Kurt Redmann a demandé jeudi dernier, une interdiction professionnelle temporaire à l'encontre de deux membres du cabinet d'avocats de M. Klaus Croissant, M. Arndt Müller et M. Armin Newerla.

M. Müller est accusé d'avoir introduit clandestinement des armes, des explosifs et d'autres objets dans la prison de Stuttgart-Stammheim où il venait voir ses clients.

Il lui est reproché par ailleurs, ainsi qu'à M. Newerla d'avoir participé au réseau d'informations que des avocats extrémistes détenus auraient mis en place avec l'extérieur.

Dans le même temps, se déroule le procès de Kurt Groenewald, accusé d'assistance à une association criminelle et d'avoir mis en place un système d'information entre ses clients et l'extérieur. Kurt Groenewald avait demandé le report du procès ouvert jeudi devant la troisième chambre de la cour d'appel de Hanovre.

En raison du climat politique qui règne en RFA, après la campagne d'opinion hostile aux avocats extrémistes. Cette demande fut refusée vendredi par les juges estimant que la Convention des droits de l'homme était respectée et qu'aucune raison ne permettait le report du procès.

La répression envers les avocats qui ont assumé la défense du groupe de Baader-Meinhof se poursuit. Jusqu'où ira cette frénésie contre ceux qui n'ont fait que défendre leurs clients ?

**L'HUMANITE
ROUGE
BIMENSUEL
No24
EST PARU**

• Corne de l'Afrique

Arrivée massive d'armes et de soldats soviétiques en Ethiopie

suite de la page 1

Ce plan permettrait aux Russes de contrôler à la fois le golfe d'Aden et les routes pétrolières de l'Iran, du Koweït, de Bahrein, d'Oman et des émirats arabes unis.

Le représentant somalien qui a fait cette révélation a précisé qu'à l'époque de la présence soviétique en Somalie, le gouvernement somalien avait plusieurs fois refusé de répondre favorablement à leurs exigences. Il a indiqué en particulier que Moscou avait demandé à la Somalie, à l'époque du conflit indo-pakistanaï, de soutenir ouvertement l'Inde, ce que le gouvernement somalien avait refusé de faire.

L'intervention soviétique en Ethiopie se fait chaque

jour plus massive. De source somalienne, on estime

que 7 000 soldats russes, 5 000 ou 6 000 Cubains et 8 000 soldats du pacte de Varsovie (Tchécoslovaquie, Pologne et Hongrie) seraient déjà engagés dans les combats aux côtés de l'armée éthiopienne.

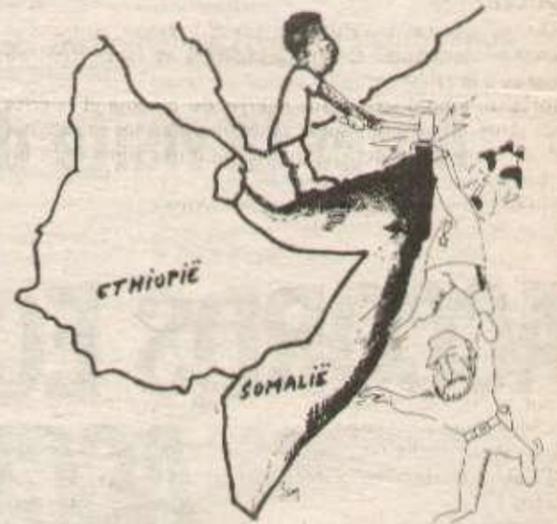
A plusieurs reprises déjà le président somalien a réclamé une aide en matériel militaire de la part des USA et de l'Europe pour se préparer à résister à l'agression.

Il n'a pour l'instant reçu en retour que de bonnes paroles. Comme il y a peu de temps en Angola, les USA, par la bouche de Carter, se sont contentés de « déplorer l'engagement excessif » de l'URSS en Afrique et ses « livraisons excessives d'armes à l'Éthiopie ».

Des entretiens sur la situation dans la corne de l'Afrique, ont rassemblé ce week-end à Washington des représentants des USA, de la France, de la Grande Bretagne, de la RFA et de l'Italie.

Ils se sont soldés par un nouveau rejet des demandes d'aide de la Somalie, renvoyées à l'OUA qui se trouve pourtant dans une situation difficile pour arbitrer ce conflit entre deux pays africains, ouvertement attisé par le social-impérialisme russe.

Des pays du tiers monde comme l'Arabie Saoudite et l'Iran ont adopté une attitude infiniment plus ferme en s'engageant à fournir une aide matérielle à la Somalie et en affirmant que « toute tentative de violer l'intégrité de la Somalie sera considérée comme un événement d'une extrême gravité ».



Brejnev et Castro, dehors !



Les « conseillers » soviétiques expulsés de Somalie à l'aéroport de Mogadiscio.

Le Parti communiste de Suisse (marxiste-léniniste) tient son 2e congrès

L'organe du Parti communiste (marxiste-léniniste) de Suisse « Octobre » du mois de janvier annonce la tenue récente du Deuxième congrès du Parti. A l'issue de ce dernier, le Comité central a publié un communiqué :

Le 2e congrès du Parti communiste suisse marxiste-léniniste avait le contenu suivant :

a) Le programme du PCS (ml), b) Les nouveaux statuts du PCS (ml) c) L'élection du 2e comité central du PCS (ml), sur les trois points, le congrès a atteint l'unanimité de tous les délégués sur les propositions du Premier comité central sortant.

Le succès décisif du 2e congrès est la définition d'un programme. Le programme du PCS (ml) est la claire concentration de la ligne du parti dans un document qui lie le parti. Ce programme est la conclusion victorieuse d'une assez longue période de lutte de tout le parti pour l'élaboration de la ligne du parti.

Le programme du PCS (ml) montre les progrès du parti dans l'application du marxisme-léninisme à la situation de notre pays, dans l'analyse de la situation nationale et internationale, dans la stratégie et la tactique de la lutte révolutionnaire pour le socialisme, la Suisse rouge.

Le PCS (ml) considère la lutte contre le révisionnisme comme étant sa tâche idéologique principale. En empoignant cette tâche, nous sommes parvenus à une plus grande compréhension de la situation internationale et nationale. Nous voyons dans les deux superpuissances, Union soviétique et USA, les ennemis principaux de notre révolution. Nous considérons l'analyse et la stratégie des trois mondes comme étant la juste ligne marxiste-léniniste dans la lutte de classes d'aujourd'hui. Nous voyons dans le révisionnisme l'ennemi principal au sein de la classe ouvrière. Les progrès du parti sont des résultats de la lutte antirévionniste.

Le 2e congrès du PCS (ml) était dédié à Mao Tsé-toung, le marxisme-léninisme, la pensée maotse-toung sont les fondements idéologiques de notre parti. Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung sont nos éducateurs. La contribution idéologique et politique du camarade Mao Tsé-toung est l'arme décisive du PCS (ml) dans la lutte contre le révisionnisme, elle est l'arme décisive de la classe ouvrière, des peuples et pays dans la lutte contre le social-impérialisme, l'impérialisme et le capitalisme. Le 2e congrès et le programme du PCS (ml) sont un grand progrès dans l'application du marxisme-léninisme, de la pensée maotse-toung à la situation de la révolution suisse. Nous entrons, renforcés, dans une nouvelle phase de la lutte pour une Suisse rouge.

Négociations israélo-égyptiennes

L'IMPASSE

Les discussions entre Sadate et Israël semblent bien être au point mort. Chacun déclare qu'elles peuvent reprendre mais dans les faits, c'est l'impasse. Pourtant, au début planait l'illusion d'un accord possible rapidement.

C'est le 9 novembre 1977 que Sadate déclare être prêt à se rendre en Israël « pour discuter avec les Israéliens ». Six jours plus tard, Begin envoie l'invitation à Sadate qui l'accepte. Du 19 au 21 novembre, Sadate est en Israël, il y rencontre Begin, fait un discours à la Knesseth. Tout paraît possible. A la mi-décembre, commence la conférence du Caire : les discussions approfondies commencent et les problèmes apparaissent nettement.

Depuis, les relations ne font que s'envenimer la rupture semble proche à diverses reprises mais les États-Unis sont là pour redonner un nouveau coup de pouce. Le 18 janvier, cependant, au cours de la deuxième séance, de la commission politique à Jérusalem, Sadate donne l'ordre à son ministre des Affaires étrangères d'interrompre les discussions et de rentrer immédiatement au Caire. Israël est ferme : il n'est pas question de remettre en cause son occupation des territoires et il est encore moins question de l'autodétermination pour les Palestiniens.

Jeudi, Begin déclarait : « Nous ne sommes pas prêts

à détruire l'œuvre des pionniers du Nord-Sinaï... C'est aussi là un des points vitaux de notre sécurité nationale ».

A cela Sadate répond dans son discours de samedi soir : « J'ai rompu les négociations avec Israël car Israël n'a pas accepté de mentionner l'évacuation du Golan, de la Cisjordanie et de Gaza avant celle du Sinaï. Le retrait total n'est pas négociable. Les droits de notre peuple sont sacrés. Nous n'allons pas céder sur le droit du peuple palestinien à l'autodétermination ».

Il a ajouté que les discussions ne pourront reprendre que si les Israéliens décident de changer leur attitude. « La reprise des

travaux de la commission politique dépendra d'un accord sur un certain nombre de principes déterminés concernant la terre et la souveraineté ».

Dimanche, les Israéliens rétorquaient par la prise d'une résolution reportant « jusqu'à nouvel ordre » les travaux de la commission militaire qui se poursuivaient en Égypte.

Il faudra beaucoup d'agilité aux Américains pour que reprennent les discussions. En tout cas, une chose est sûre, c'est que la tentative de briser l'unité des pays arabes n'est pas prête d'aboutir.



«Le cinéma à la veille des élections»

Par J. Rallite, membre du Comité central du PCF

Très intéressant débat sur le cinéma en 1978, samedi dernier, dans le cadre des dix jours du cinéma français au Rio-Avron (Paris 20e). Au programme, Jack Rallite, membre du Comité central du PCF, auteur de quatre rapports à l'assemblée nationale sur les problèmes se rapportant au cinéma et à la télévision.

Après un long discours sur la crise du cinéma et la crise économique en général, après avoir énuméré les problèmes liés à la production et à la distribution des films, sans un mot sur ceux-ci, on nous propose les remèdes. Mais la nationalisation du crédit et des banques, la décentralisation, la création de plusieurs centres nationaux du cinéma et autres tartes à la crème proposées par le PCF vont faire long feu. C'est un syndicaliste CFDT qui rappellera que derrière l'idée de «à chaque film, ses moyens», se trouve la défense par les révisionnistes d'un cinéma réactionnaire (pluraliste, libre et tout et tout). Profit, rentabilité et compromissions seraient le lot, déjà quotidien, contre lequel se battent et devront continuer de se battre employés, techniciens et auteurs de cinéma et de télé.

A un jeune réalisateur qui demande comment lutter aujourd'hui, il lui sera répondu que l'on est à 48 jours des élections !

Le jugement porté sur la soucription qu'a lancé une jeune réalisatrice pour pouvoir terminer son premier film sera : «action frileuse et borgne».

Et devant le scepticisme et l'opposition manifestés par de nombreuses personnes à l'écoute de telles réponses mystificatrices, Rallite lâchera : «Ce soir, ce n'est pas le grand public !!!». Paroles de dépit qui en disent long.

La démagogie et l'électoratisme de ce nouveau metteur en scène dénommé J. Rallite, n'a pas réussi à tromper son monde.

• Champigny

Dans un bulletin municipal du PCF Lénine tourné en dérision

Il s'agit de «Champigny notre ville» bulletin municipal du sieur Barger, maire PCF de Champigny sur Marne. Dans le numéro de janvier 1978, on trouve sous une anodine lettre d'administré au sujet d'une contravention de stationnement, une ignoble caricature (Voir fac-similé). Au premier coup d'œil on ne retient que l'image d'un vieux contractuel grincheux dressant son Procès-verbal l'oeil mauvais, le carnet brandi avec rage. Pourtant on se dit que la physionomie a quelque chose de ressemblant, de très ressemblant, avec une figure connue. On relit la lettre où il est question de la place Lénine à Champigny. Et bien c'est le grand dirigeant d'Octobre que les gribouilleurs révisionnistes ont ainsi déguisé en flic, trouvant l'association d'idée à leur goût. Aucune légende, évidemment, l'infâme n'ose jamais dire son nom.

On se demande parfois jusqu'à quel degré de crapulerie et d'anticommunisme iront les révisionnistes. Un lecteur

CONTRAVENTION

Place Lénine
Mme P., avenue Dumesni s'est adressée à M. Beaulieu Maire adjoint. Comme beaucoup de personnes qui fréquentent le Marché du Centre place Lénine, elle a dû se gare à l'infraction et a eu la surprise de récupérer une contravention une fois ses achats terminés. Or, il est pratiquement impossible de trouver une place de stationnement aux heures de marché les mardis et vendredis aux alentours de la place Lénine. M. Beaulieu est intervenu en ces termes auprès du commissaire principal de Champigny :



LILLE

Conférence-débat
«La Chine aujourd'hui»
avec Alain BOUC

Organisée par le comité de Lille de
l'Association des amitiés franco-chinoises
Jeudi 26 janvier à 20 h 30
Salle sous-sol du Beffroi
Mairie de Lille

LE SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE CONTRE UNE JUSTICE SERVILE

Le syndicat de la Magistrature vient de publier un numéro spécial de «Justice 78» consacré à l'affaire Guemann.

A LA SUITE DE L'EXTRADITION DE KLAUS CROISSANT

Le 18 novembre dernier, à 9 h, à l'audience du tribunal de police de Draguignan Monique Guemann demanda la parole au président. Elle déclare souhaiter dire quelques mots sur l'extradition de Klaus Croissant. Elle relate sans aucun commentaire la demande d'asile de l'avocat allemand, l'avis favorable de la chambre du gouvernement allemand, l'avis favorable de la chambre d'accusation et l'exécution immédiate du décret d'extradition. Puis elle disait son inquiétude devant la violation du droit à la défense.

Le 28 novembre, Monique Guemann se voyait notifier par le procureur, un arrêté du garde des sceaux qui interdisait à Mme Guemann d'exercer ses fonctions jusqu'à décision définitive sur l'action disciplinaire.

DEUX POIDS, DEUX MESURES

Il n'est pas nouveau que des magistrats fassent publiquement des déclarations, que ce soit ou non en audience. Dans notre édition de mardi 24, nous avons indiqué la création d'une association «légitime défense» par le président du tri-

bunal de grande instance de Bobigny Romério et par un policier.

Le premier appartient donc à la magistrature et se permet de fonder une association qui a pour but de faire pression sur l'opinion et la justice, afin d'inciter celle-ci à être plus dure. Cette association fait campagne pour le peine de mort. Comme l'a très justement indiqué le syndicat de la Magistrature, «si nous avions fait connaître publiquement des opinions contraires, on nous aurait taxés de «manquement à l'obligation de réserve» et sanctionnés».

Le syndicat de la Magistrature remarque aussi que «le ministre n'a pas la même rigueur quand un inspecteur de l'administration pénitentiaire, Mme Troisier, dans l'exercice de ses fonctions, tient des propos scandaleux sur les prisons».

Il rappelle également que lorsque Tomasini, alors ministre de la Justice, avait accusé les juges de lâcheté, ceux-ci avaient fait de nombreuses déclarations qui n'avaient pas été sanctionnées.

Bien d'autres faits du même type pourraient être cités.

LES AVOCATS ET MAGISTRATS CONTRE UNE JUSTICE SERVILE

Ainsi, à travers l'affaire Guemann, ce qui est remis en cause, c'est la liberté d'opinion et d'expression des magistrats qui s'oppo-

Article 66 de la Constitution:

«L'autorité judiciaire gardienne de la liberté individuelle»

SOLIDAIRES

Un magistrat du Parquet Monique GUEMANN, est suspendu de ses fonctions par M. le Garde des Sceaux pour avoir fait à l'audience, à propos des conditions d'extradition de Klaus CROISSANT, la déclaration suivante:

«En tant que magistrat ayant pour mission, de par la Constitution, de garantir les libertés, il m'apparaît de mon devoir de manifester mon inquiétude devant l'impossibilité pour la défense d'exercer utilement les recours déposés devant la Cour de Cassation et le Conseil d'Etat, du fait de l'exécution immédiate du décret d'extradition, ce qui me paraît être une violation des droits de la défense.»

pour les LIBERTES

Solidaires de Monique GUEMANN, nous reprenons à notre compte cette déclaration.

SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE

Cette affiche a été posée dans de nombreux palais de justice par des avocats et magistrats.

sent à la restriction du droit à la défense et des droits démocratiques, qui s'opposent à l'assujettissement servile auquel le gouvernement veut réduire les juges, et les magistrats.

L'affaire Guemann, après l'extradition de K. Croissant entre dans le cadre de toute une série de mesures visant à remettre de l'ordre dans la maison. Citons le projet de loi sur le secret de l'instruction qui, s'il avait été adopté par le parlement, aurait obligé la presse et les magistrats à reprendre publiquement les seules versions et conclusions officielles à propos d'une affaire de justice, sous peine de poursuites.

Citons encore l'affaire Grumbach. Ce dernier membre du syndicat de la Magistrature ayant pronon-

cé des propos déplaisants au ministre pendant le congrès de son syndicat, le ministre a ouvert une enquête contre lui. Citons encore la répétition des déclarations selon lesquelles les membres du Parquet sont des agents du gouvernement «et les projets de réformes destinés à interdire à ceux-ci, en conséquence, toute liberté d'expression sur la justice».

Le syndicat de la Magistrature devant les dangers de restriction des libertés démocratiques et le rôle servile que le gouvernement veut leur faire jouer, va mobiliser les avocats les semaines qui viennent pour s'opposer à toute sanction contre Monique Guemann qui doit passer sous peu, devant la commission de discipline du Parquet.

Accidents du travail

2 ouvriers tués

Leurs familles portent plainte contre le patron

Mercredi, un patron comparaitra devant le tribunal correctionnel de Saint-Quentin (Aisne), pour la mort de deux ouvriers qu'il employait. Les familles des victimes se sont portées partie civile. Le patron n'a été inculpé que pour «maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements».

Il n'est donc pas question de mort d'hommes.

L'accident s'est passé ainsi : le 6 juillet 1976 des ouvriers montaient, sur un terrain militaire, un pylône de 44 mètres de haut.

Deux d'entre eux, Michel Dhomé et Christian Polet, avaient été hissés au sommet du pylône par un élévateur. Brusquement la plate-forme sur laquelle le matériel et les deux ouvriers se trouvaient, dégringolait et entraînait dans sa chute d'une quarantaine de mètres, les deux ouvriers qui furent

tués.

L'expertise fit ressortir que l'élévateur ne présentait pas les garanties de sécurité indispensables, notamment en raison d'une usure ou d'une déformation du câble tracteur, et aussi en raison de l'absence de «parachute» qui aurait dû jouer le rôle de frein et qui aurait évité l'accident mortel.

Pour sa défense, le patron avait déclaré que «l'appareil fonctionnait depuis sept ans sans qu'il ne se soit jamais produit le moindre accident». Ainsi pour lui, il fallait attendre l'accident pour vérifier si tout était conforme à la sécurité. Le patron en question a tenté de rejeter la responsabilité de l'accident sur les ouvriers et le contremaître.

Il aurait été laissé en liberté malgré ses responsabilités écrasantes dans la mort des deux ouvriers. Le jugement aura lieu mercredi.

Discussion avec un militant du PCF Une anecdote révélatrice

Je discutais hier soir avec un militant du PCF, quasi-permanent CGT aux PTT et qui est membre (ainsi que moi) du bureau fédéral du logement de l'Indre.

Il me dit à la fin de la réunion de bureau :

— Tiens, je suis en train de lire le bouquin d'Arlette Laguiller.

— Ah bon, tu t'intéresses aux trotskistes toi ?

— Ben alors, t'es pas trotskiste, toi ?

— Non, l'Humanité rouge n'est pas une secte trotskiste.

— Alors, c'est le marxisme-léninisme ? Les vrais communistes, pas les totalitaires, les maoïstes, les pro-

— Oui, c'est ça. Mais que veux-tu dire par «les pas totalitaires» ?

— Bof, Hum ! Ceux qui trouvent le PCF trop dur...

— Mais, camarade, nous on se réclame de Staline.

Le militant PCF s'est alors récrié et est parti en levant les bras au ciel !

Ce petit dialogue illustre parfaitement la sous-formation politique des militants du PCF, leur confusion idéologique, que se gardent bien d'éclairer les dirigeants sur les différentes formations politiques et leurs doctrines ; ceci prouve combien ces dirigeants ont peur du marxisme-léninisme.

Une lectrice marxiste-léniniste.



SIX FILMS CHINOIS A PARIS

A partir du 25 janvier, six films chinois inédits seront projetés à Paris dans les salles suivantes :

Cinéma Saint-Séverin	« Le détachement féminin rouge » « Le torrent de la révolution »
Studio de la Harpe	« Les pionniers » « Les fleurs rouges du Tienchan »
Olympic entrepôt	« L'Orient rouge » « La bataille navale de 1894 »

En province, certains de ces films seront programmés dans plusieurs villes que nous signalerons dès que possible.

VIENT DE PARAITRE « LE CINEMA CHINOIS »

I/ 1905-1949

de Régis Bergeron-Alfred Eibel Editeur

Hors de Chine, pour le grand public et même pour les historiens du cinéma, le cinéma chinois reste à peu près inconnu. Ce livre constitue donc une véritable révélation. Ce premier volume tente de dégager les tendances principales du cinéma chinois avant l'époque socialiste. Il nous permet d'accueillir avec une meilleure compréhension les films chinois d'aujourd'hui.

● SNCF

Une productivité qui tue !

Il y a peu de temps, Séguin au cours d'un débat télévisé avec Ferry, vice-président du CNPF, se faisait le défenseur des entreprises nationalisées. En particulier, il déclarait qu'il n'y avait pas de licenciements à la SNCF.

Pas de licenciement ! Bien sûr ! Seulement : 210 000 emplois supprimés depuis 1946. Dans le même temps, le trafic augmentait de 42 %. Les conséquences de cette « productivité remarquable » ? La semaine dernière, donne la réponse tragique à cette question.

Lundi 16 janvier, un jeune cheminot est tué et un géomètre grièvement blessé au pont d'Asnières à quelques kilomètres de la gare Saint-Lazare. Envoyés sur les voies faire des relevés à une heure où le trafic

est très dense, et rend la circulation entre les voies extrêmement dangereuse, ils ont été déchiquetés entre deux trains.

Jeudi 19 janvier, dans le secteur de la gare Montparnasse, un cheminot et un travailleur d'une société annexe ont été déchiquetés par un train. Ils travaillaient sur un aiguillage, la visibilité étant très mauvaise et la neige amortissant les sons, c'est au dernier moment qu'ils évitèrent un convoi pour être écrasés aussitôt après par un autre train.

Trois morts, un blessé grave en quelques jours sur le réseau ferré parisien, voilà à quel prix la SNCF fait des records de productivité.

Privé ou nationalisé : capital assassin !

Jacques Borel international en grève

Depuis vendredi 20 janvier, le personnel de Jacques Borel international s'est mis en grève. Les travailleurs luttent pour la garantie de l'emploi (la direction veut supprimer le service informatique) et l'augmentation des salaires. Cette grève touche la tour Montparnasse, les services administratifs, les « Wimpy » parisiens et les centres commerciaux de Parly, Velisy et Rosny.

LUTTE CONTRE LA REPRESSION ANTISYNDICALE

● Thomson Malakoff (Essonne)

A l'annonce d'un jour de mise à pied à l'encontre d'un délégué CGT, tout l'atelier de câblage a débrayé jeudi dernier.

Dans cet atelier, la répression est permanente et le travail au rendement de plus en plus insupportable.

Il y a surtout des ouvrières et les débrayages ne sont pas fréquents car les pressions sont très fortes. C'est dire la surprise de la maîtrise en voyant tout le monde se lever et se grouper devant le bureau du chef de service, pour exiger la levée de la sanction.

Dès le lendemain, la direction et la maîtrise s'organisent : ils produisent une fiche sur le temps de présence de délégation et le rendement du délégué. Tous les secteurs sont convoqués un par un, la direction essaie de convaincre les travailleurs que la sanction est méritée.

La réaction ne se fait pas attendre : l'atelier débraye à nouveau et à l'appel de la CFDT et de la CGT fait le tour de l'usine, appelant tout le monde à riposter. Les travailleurs de l'usinage, des magasins, du contrôle, du microcâblage, etc. se joignent à eux.

C'est aux cris de « Non à la répression », « Liberté syndicale », « Non au rendement » qu'ils envahissent les

services de la direction.

L'enjeu est de taille. Depuis 1974, il n'y a pas eu de luttes d'envergure à la Thomson-Malakoff, et la direction rogne peu à peu tous les avantages acquis. Elle manie la répression, les retraits d'heures de délégation, les avertissements, le blocage des salaires.

Elle organise la mise sur ordinateur de la production. C'est le système de saisie des données : des terminaux d'ordinateurs sont installés dans chaque atelier et les travailleurs y introduiront les badges pour pointer leurs bons de travaux.

Ce système est très rentable pour le patronat, il permet de donner à l'encadrement et à la direction, des informations précises et instantanées sur l'activité des ateliers et l'état des stocks. Mais surtout, il permet un flicage permanent des ouvriers.

Lorsque la maîtrise du câblage a produit une fiche, encore « artisanale », sur le délégué, tout le monde a fait le lien avec le système de saisie des données. « Aujourd'hui, c'est la fiche du délégué qu'ils utilisent, demain ce sera la nôtre ». « Aujourd'hui, ils font ça de manière artisanale, demain avec l'ordinateur ça sera encore plus précis, plus rapide et plus facile pour eux ».

Après l'occupation de Gervais-Danone par un commando patronal

La riposte doit s'organiser !

Suite à l'occupation de l'usine Gervais-Danone par un commando patronal, une manifestation de riposte appelée par l'union départementale CGT s'est déroulée jeudi soir 19 janvier à 17 heures aux abords de l'usine. Si, pour la direction de l'Union départementale CGT, cette action est un succès, pour nous il n'en est rien.

Les nombreux militants syndiqués CGT ou CFDT qui soutenaient l'action ont été révoltés. La direction PCF de l'union départementale CGT a pris la parole pendant 30 minutes pour nous convaincre que la seule solution pour les travailleurs de Gervais-Danone, c'était de voter pour un

bon Programme commun. En dehors du vote, il n'y a aucun mot d'ordre, aucune action concrète, aucune perspective. La lutte de Gervais-Danone c'est déjà du passé.

A noter qu'aucun travailleur n'est intervenu au nom des Gervais-Danone. Après ce meeting électoral, on est parti en manif dans le calme et la dignité. Devant l'usine, le service d'ordre n'était pas dirigé vers les fascistes mais vers les travailleurs car d'après eux, il y a autant de provocateurs à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Malgré la direction parfaite des dirigeants du PCF, la révolte des travailleurs face aux fascistes a pu s'exprimer par des mots d'ordre tels que « Les fascistes hors de l'usine », « L'usine

● Dinard (Ille-et-Vilaine)

Le groupe TAT est la première entreprise de transport aérien régional de France. Il emploie 750 travailleurs à Dinard, Tours, Lyon, Paris... A Dinard (Rousseau-Aviation), où travaillent 120 personnes, se trouvent les services de maintenance et de réparation. En janvier 76, une déléguée CGT y était arbitrairement licenciée. Aujourd'hui, malgré une décision de justice, le patron refuse de la réintégrer. Un de nos correspondants l'a rencontrée.

Q : Peux-tu me faire l'historique de ton licenciement ?

Sous prétexte d'un licenciement collectif, les patrons m'ont licenciée en avril 76 après de multiples brimades : mutation à Tours en 1975 pendant 8 mois, chômage technique forcé et interdiction de pénétrer dans l'entreprise, pressions sur le personnel qui me soutenait. Le CE et l'Inspection du travail refusent mon licenciement mais la direction fait appel au ministre des Transports (Cavaillé) qui va autoriser mon licenciement en avril 1976. Enfin, le 21 décembre 1977, suite à un recours de la CGT, le tribunal administratif de Rennes cassait la décision du ministre, ce qui est exceptionnel.

Q : Quelles actions syndicales ont été organisées ?

La section CGT a riposté à chaque fois : pétitions, arrêts de travail, délégations à Paris... mais tout le personnel administratif s'est fait muter à Tours et les patrons ont accentué les pressions sur le personnel restant en menaçant de fermeture, de licenciements massifs, si j'étais réintégrée. De plus, lié à tout ça, la section CGT a perdu des forces. Actuellement le rapport de forces est donc faible et c'est pour cela que la patron a refusé ma réintégration malgré la décision du 21/12.

Q : Entre-temps tu avais trouvé un autre boulot ?

Oui, je suis restée au chômage plus d'un an et le premier emploi que j'ai trouvé a été la SOTRAB à St-Brieuc en décembre dernier. Mais après trois semaines d'essai, le patron Flageul (président de la Fédération nationale des transporteurs auxiliaires, et qui a eu une grève très dure en août 1977 avec séquestration, blocage de la gare, etc.) a invoqué mon appartenance à un syndicat pour me licencier sur le champ. Il s'était pourtant déclaré content de mon travail quelques jours auparavant, mais il a du apprendre mes antécédents par ses collègues de la Fédération.

Actuellement je me retrouve donc au chômage et je lutte avec le syndicat pour ma réintégration à Dinard. La lutte risque d'être longue...

ABONNEMENT SPECIAL

A l'occasion de la campagne politique pour les législatives de mars 1978, l'Humanité rouge paraîtra sur huit pages, tous les jours, à partir du 16 janvier, au prix de 1,70 F l'exemplaire.

Une réduction exceptionnelle sera faite sur tout abonnement pris entre le 15 janvier et le 15 mars.

QUOTIDIEN SEUL

Pli ouvert
1 mois (22 Nos) 30 F
3 mois (66 Nos) 90 F
6 mois (132 Nos) 180 F

Pli fermé

1 mois (22 Nos) 60 F
3 mois (66 Nos) 180 F
6 mois (132 Nos) 360 F

QUOTIDIEN PLUS BIMENSUEL

Pli ouvert
1 mois 35 F
3 mois 105 F
6 mois 210 F

Pli fermé

1 mois 70 F
3 mois 210 F
6 mois 420 F

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Solution de rechange possible pour la droite

CHIRAC DOIT JOUER SERRE

Jacques Chirac est le type même de l'homme politique créé de toutes pièces par les monopoles, certains monopoles, pour servir, le moment venu, de solution de rechange à la droite. Pour bien jouer ce rôle, pour arriver le moment voulu au pouvoir comme l'homme providentiel, Chirac doit jouer serré.

Quand, la semaine dernière, Chirac s'est mis à accuser les giscardiens, les centristes de Lecanuet et les radicaux de Servan-Schreiber d'organiser un « Front anti-RPR », ces derniers l'ont, en échange, accusé de « jouer la stratégie de la défaite », c'est-à-dire de toute faire pour que la droite se trouve en mauvaise posture en semant la division et pour apparaître, dès lors, comme l'homme providentiel, la « solution de recours » de la majorité.

Chirac jouait donc les cavaliers seuls, quand un certain nombre de faits sont

venus l'inquiéter. Les sondages révélaient que les électeurs sortaient assez écœurés de ces accusations publiques et basses entre hommes politiques et que l'image de Chirac, « le sauveur », en sortait ternie. Bonnet, ministre de la police, s'appuyant sur les enquêtes des Renseignements généraux (police en civil) appelait les divers courants de la droite à se remettre d'accord. Bonnet s'appuyait, pour exprimer son inquiétude, sur « les sondages publiés récemment, mais surtout les indications dont je dispose... ».

Impressionnés, Chirac et ses conseillers décident donc de changer de tactique, au week-end dernier, et de se montrer très conciliants à l'égard des giscardiens, centristes et radicaux, pour ne pas mécontenter les éventuels électeurs. Cela l'amène même à se réconcilier avec son rival, celui qui était son rival hier, au sein du RPR, Jacques Chaban-Delmas.

Si Chirac doit jouer aussi serré, c'est que ses ambitions sont énormes et que se cachent derrière lui des intérêts puissants.

L'équipe Chirac, c'est tout d'abord Dassault, l'homme qui l'a élevé, nourri et logé pendant la seconde guerre mondiale. C'est encore Dassault qui organise l'élection de Chirac comme maire, puis comme député en Corrèze. Dassault ira jusqu'à mettre à la disposition de Chirac un journal « L'essor du Limousin », pour appuyer sa campagne électorale en 1965.

En 1967, c'est grâce à la sollicitude de Dassault (et aussi de Pompidou) que Chirac est élu dans la circonscription d'Ussel, en Corrèze. Dassault en fera ensuite un premier ministre.

Dassault a su entourer Chirac de toute une équipe de conseillers. Le plus influent d'entre eux se fait très discret : Pierre Juillet n'est ni un homme de radio, ni un homme de télévision. Ancien responsable des services d'espionnage et de contre-espionnage français à Bruxelles, Juillet a su se faire des antennes dans tous les milieux politiques bourgeois, au service du pantin des monopoles, Chirac.

Dans cette équipe ambitieuse et bien organisée, qui ne regarde pas aux moyens à employer, il faut aussi citer Marie-France Garaud, chargée de la campagne idéologique et des relations avec la presse, et Yves Guéna, que les téléspectateurs ont pu voir aux « Dossiers de l'écran », mardi de la semaine dernière.

Charles Pasqua est aussi un homme important dans l'entourage de l'ancien premier ministre. Pasqua n'aime pas que l'on révèle certaines choses sur son passé, sur ses liaisons avec le SAC (Service d'action civique), aux méthodes très peu civiques, et pour le moins, violentes. Pasqua est l'organisateur technique de toutes les campagnes électorales de Chirac : meeting où il faut remplir la salle, collages d'affiches où il faut recruter des gros bras...

Pasqua nous promet, dès aujourd'hui, un grand meeting chiraquien de 30 000 personnes, à la porte de

Pantin, le 11 février. Comment Pasqua amènera-t-il ces 30 000 personnes ? C'est son secret.

Derrière Chirac aussi les noms de Prouvost et de Boussac, anciens patrons des textiles du Nord, Hersant, le magnat de la presse, du « Figaro » et de

« France-Soir ». Pour compléter le tableau, précisons que Dassault vient de racheter l'« Aurore », et qu'il est à la tête de « Jour de France ».

Tels sont quelques-uns des enjeux qui se cachent derrière Chirac, la partie visible de l'iceberg.



Derrière Chirac : Dassault (sur notre photo), Boussac, Hersant, Prouvost et autres monopoles. Un ancien des services d'espionnage, Pierre Juillet, un casseur, Charles Pasqua, une intrigante, Marie-France Garaud. Bref, du beau monde.

Le PSU veut manipuler le mouvement écologique gardois

Jeudi 19 janvier, avait lieu, au centre culturel, une réunion d'information-débat sur le thème : « Écologie 78 ». Après un bref historique des différents mouvements, le débat allait vite se centrer sur les législatives. Le Mouvement écologiste gardois (MEG) appelle, en effet, à voter Union de la gauche au deuxième tour.

Quoi de plus normal, quand un ex-membre du PSU intervenait pour signaler, à la surprise générale, que les militants, à la tribune, appartenaient au PSU. On notait, d'ailleurs, la présence de Compère, membre confédéral du PSU et adjoint au maire, révisionniste, Jourdan, et d'autres. Autre intervention inté-

ressante : celle d'un conseiller général, membre du PS, qui dénonça l'Union de la gauche. Celle-ci, dans son village, avait voté un projet d'approvisionnement en eau par le biais de la société Varone. Le mètre-cube d'eau revient ainsi à 4,50 F, alors que l'exploitation des nappes d'eau sur place aurait porté le coût du mètre-cube à 40 centimes. Ceci, bien sûr, dans le dos des administrés.

En résumé, le PSU, localement, veut récupérer à qui mieux-mieux le mouvement écologique pour renflouer la gauche.

Pourtant, après les positions du PCF sur le nucléaire, après Malville, après Naussac, des illusions se sont dissipées. Correspondant HR Nîmes

Contre les travailleurs immigrés

FRONT COMMUN LE PEN-STOLERU

Le Pen, président du Front national, a basé toute la campagne électorale de son organisation d'extrême-droite, sur la réduction de l'immigration. Il vient de le rappeler à la fin de la semaine dernière.

Le thème développé est le suivant : l'arrêt de l'immigration et l'expulsion des immigrés permettront de résoudre le chômage, d'augmenter les salaires, etc... C'est ainsi que Le Pen vole au secours de l'actuel gouvernement, responsable de la crise que subissent les travailleurs, en proposant à Barre et Giscard de prendre les immigrés comme boucs-émissaires.

Il faut remarquer que c'est la même politique que mena Hitler, lors de son accession au pouvoir en Allemagne : faire porter tous les maux du système capitaliste par les immigrés. Hier, le Führer visait les Juifs, aujourd'hui Le Pen vise les travailleurs immigrés.

Pour bien préciser, si besoin est, quelle est l'idéologie de Le Pen et de son Front national, signalons qu'il a appelé les « Parisiens antimarxistes » à aller apporter leur « témoignage de sympathie » à Almirante, chef du Mouvement social italien (MSI) qui se réclame de Mussolini. Almirante, que l'on appelle le néo-fasciste en Italie, rendra visite à Le Pen, jeudi prochain.

Le Pen s'est aussi déclaré volontaire pour un débat télévisé avec Stoléru, l'auteur des sinistres mesures dont le but est l'expulsion des travailleurs immigrés. Ce que veut Le Pen, c'est pousser Stoléru à aller jusqu'au bout de ses mesures, à réduire le nombre de travailleurs immigrés à 500 000 en France.

Les deux hommes pourraient s'entendre sur ce thème. De même que Le Pen peut se vanter d'avoir le soutien indirect du gouvernement. Le programme du Parti républicain (giscardien) préconise, lui aussi, la réduction du nombre d'immigrés en France. C'est sans doute en accord avec ce programme que le secrétaire d'État, Stoléru, vient d'annoncer son adhésion au PR de Soisson et Giscard. Aujourd'hui plus que jamais, la défense de nos frères de classe, les travailleurs immigrés, devient une nécessité absolue.

PROLETARIAT No 15 paraîtra le 24 janvier 1978

EDITORIAL DE JACQUES JURQUET : Réponse à Kanapa, à propos du mot d'ordre « Classe contre classe », critiqué dans « France nouvelle », et programme de lutte des candidats d'« Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne ». IL Y A DIX ANS : PUYRICARD - Article de Camille Granot sur les luttes au sein du Mouvement communiste international et du mouvement ouvrier français qui ont conduit à la rupture avec le révisionnisme moderne et à la fondation du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF).

LUTTES OUVRIÈRES ET POPULAIRES : ORLAC-GILCA : Contribution des marxistes-léninistes à l'unité ouvriers-paysans. Article de Lucien Nouveau.

« LES TANNEURS ONT LA PEAU DURE », 3 ans de lutte des tanneurs du Puy contre tout licenciement - par les camarades du « Tanneur rouge ».

CRITIQUE POLITIQUE ET THÉORIQUE - « Démocratie française, démocratie avancée ou voie démocratique révolutionnaire ». Par André Druenne.

LA POLITIQUE MILITAIRE DE LA BOURGEOISIE : essai d'analyse des réformes en cours.

- Le social-impérialisme en Amérique latine, une politique de pillage vouée à l'échec.

- Réflexions sur un article de Chang Tchouen-kiao : « De la dictature intégrale du prolétariat ».

- Dessins satiriques et vérité
- Notes de lecture

Pour recevoir ce numéro, abonnez-vous :

UN AN, 52 F - ABONNEMENT DE SOUTIEN : 80 F, ou pensez à renouveler votre abonnement.

Sauf indications précises, reçues avant le 23 janvier, les commandes des diffuseurs de « Proletariat » seront reconduites pour le No 15.

ADRESSE DE « PROLETARIAT » :
BP 320 - 13213 Marseille Cedex 1
CCP 213 089 H Marseille

RECTIFICATIF

Le « Travailleur de Paris », supplément au No 803 de l'« Humanité rouge », nous demande d'insérer, dans nos colonnes, ce petit rectificatif :

« Dans la brève biographie du camarade André Druenne, candidat aux élections législatives dans la 28e circonscription de Paris, une erreur a été commise, à la 4e ligne de la page 3, 3e colonne. Il faut lire : « ancien secrétaire à l'organisation du syndicat des Métaux CGT du 20e arrondissement de Paris » et non « ancien secrétaire de la Fédération CGT des Métaux du 19e », comme il a été écrit par erreur.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Pour beaucoup de travailleurs
derrière le mot d'ordre d'autogestion

DES ASPIRATIONS ANTICAPITALISTES

L'idée d'autogestion, par ailleurs fort ancienne, a été sensiblement réactivée à la suite du grand mouvement révolutionnaire de mai 68, pour devenir en 1973 l'axe du projet politique de la CFDT (lors de son 36e congrès). Elle est maintenant reprise par les partis de l'actuelle «opposition», candidats à la succession de ceux de l'actuelle «majorité» au gouvernement de la France capitaliste.

C'est le chemin de l'idée et du mot d'ordre d'autogestion que nous allons suivre ici, depuis mai 68.

DES ASPIRATIONS RÉVOLUTIONNAIRES

En 1968, en effet se sont manifestées avec une ampleur sans précédent en France des aspirations très fortes. La bourgeoisie a eu fort à faire pour les étouffer (provisoirement) et elles ont suscité l'enthousiasme de la grande masse du peuple. C'était essentiellement :

- 1 - En finir avec le capitalisme, le pouvoir des monopoles.
- 2 - Prendre en main ses propres affaires être maître de son destin, de ses luttes.
- 3 - Instaurer le socialisme, un socialisme où les travailleurs, le peuple, aient vraiment le pouvoir.

Les travailleurs voulaient en finir avec l'odieux système d'exploitation de l'homme par l'homme et être leur propre maître : ils ne voulaient pas d'un «socialisme» à la russe dans lequel ils percevaient de mieux en mieux tous les maux d'un capitalisme en effet restauré, particulièrement oppresseur et dont l'invasion de la Tchécoslovaquie vint mettre encore plus à nu l'odieux visage !

Ils ne voulaient plus laisser toutes leurs initiatives, déléguer leur pouvoir de décision, abandonner la direction de leurs affaires aux mains des responsables qui, à la tête des partis de «gauche» et des syndicats, prétendaient représenter et défendre leurs intérêts et s'étaient justement montrés face à eux, contre leur mouvement, en mai 68 !

C'est ainsi que se révélèrent surtout les dirigeants du PCF et de la CGT et c'est pourquoi les rangs de la CFDT se virent sensiblement grossis de travailleurs déçus, ayant le sentiment d'avoir été joués, et voyant dans ce syndicat, un meilleur cadre pour mettre en œuvre leur aspiration à être maîtres d'eux-mêmes.

DE LA RÉCUPÉRATION ?

Le PSU fut sur le plan politique le parti qui, reprenant ces aspirations, leur fournit l'enveloppe concrète de l'autogestion à la yougoslave, voire à l'israélienne, présentant ces projets comme accessibles par la voie électorale.

Étaient alors membres de sa direction des hommes comme Mendès-France, homme des situations difficiles pour la France impérialiste (guerre d'Indochine), et Rocard.

Sortis d'une SFIO largement discréditée, ces hommes avaient été parmi les fondateurs du PSU. Le PS remis en selle comme on le sait, ils sont retournés au bercail. Entre temps, ils avaient joué leur triste rôle : ramener dans le giron du Parti socialiste (vieux parti bourgeois à la façade ravalée par les soins du PCF), sur le terrain électoral, un courant «dangereusement» attiré par la lutte radicale contre le capitalisme dont le PSU avait fait une part de son discours.

L'autogestion prise en charge par le PSU suivait le même chemin ; d'aspiration anticapitaliste au pouvoir des travailleurs, et à la démocratie prolétarienne, elle devenait un élément du replâtrage du PS, un des mots d'ordre de ce parti, pour être finalement repris par le PCF lui-même. Ce dernier en était pourtant la cible première, dans la mesure où il est aux yeux des masses l'image de ce «socialisme bureaucratique», modèle russe ou polonais, dont ne veulent pas les travailleurs : en fait,

le social-fascisme, un capitalisme d'État particulièrement féroce.

NON AU FAUX SOCIALISME !

Mais les choses sont-elles si claires que cela ?

Aux plus forts moments de l'illusion de l'«Union de la gauche», dans les manifestations «unitaires» organisées lors des multiples journées d'action qui ont marqué cette période, le mot d'ordre souvent repris dans les cortèges CFDT : «Union, action, autogestion», s'opposait parfois violemment, à «Union, action, Programme commun». Par son contenu essentiel, n'était-il pas alors une opposition à un projet ressenti comme ce «socialisme bureaucratique dont nous parlions plus haut ?

Le fait qu'aujourd'hui, dans la période électorale qui s'ouvre, le PCF en vienne lui aussi à se faire le champion de l'autogestion, prouve que les aspirations révolutionnaires des masses et leur conscience de ce qu'est réellement ce parti, loin de s'estomper, se sont au contraire renforcées ; cela impose au PCF de changer de visage pour conserver ou attirer leurs suffrages.

Le pouvoir des travailleurs, la démocratie prolétarienne, le renversement du capitalisme : voilà les aspirations fondamentales des travailleurs, hier, en 68, aujourd'hui toujours et plus encore. Tout cela, à quoi les travailleurs peuvent goûter lors de grands mouvements comme mai 68 ou ponctuellement, lors de luttes comme celle des Lip telle qu'elle fut en 1973, aucune élection ne peut le leur donner. Dans le cadre d'institutions bourgeoises, sous la botte de l'État capitaliste, cela n'est pas possible. Il faut d'abord briser ces institutions, abattre cet État qui n'a pour unique fonction que d'organiser, maintenir et préserver la domination du capital, l'exploitation et l'oppression des travailleurs. Il faut faire la révolution prolétarienne ! Alors seulement, peut s'ins-



Mai-juin 1968 : des aspirations très fortes pour en finir avec le capitalisme.

taurer le pouvoir des travailleurs, la démocratie prolétarienne, mille fois plus démocratique que n'importe quelle démocratie bourgeoise.

Alors seulement, pourront être satisfaites les aspirations des travailleurs que recouvrent le mot d'ordre d'autogestion.

Ce pouvoir des travailleurs, cette démocratie prolétarienne, il faudra les préserver, les défendre contre les tentatives de restauration du règne antérieur des exploités vaincus, au prix d'une lutte de classe aiguë et complexe, durant une

longue période : la période du socialisme.

C'est cela la dictature du prolétariat !

De cela en effet, il n'y a pas trace dans l'URSS de Brejnev, dans le projet du PCF ou du PS, ou en Israël ! Cela par contre, on peut le mesurer en Chine et dans d'autres pays, ou dans ce que fut un temps la Commune de Paris, ou dans l'URSS de la Révolution d'Octobre, de Lénine et de Staline !

C'est cela notre projet politique dont tôt ou tard, la classe ouvrière, tout le peuple travailleur, feront une réalité !

Enquête

CE QUE LES GENS PENSENT DE LEURS DÉPUTÉS

Les partis bourgeois de la droite traditionnelle et ceux de la prétendue gauche sollicitent les suffrages de la population de notre pays. Aussi il nous a paru intéressant de connaître un peu ce que les gens pensent de leurs députés.

Cette enquête partielle réalisée en posant quelques questions de-ci, de-là laisse percevoir que dans leur grande majorité les gens ne sont pas contents de leur député. Bien sûr, cela ne prend pas la forme d'un rejet systématique de la politique bourgeoise, les illusions électoralistes sont encore très fortes.

Une idée revient souvent : «Les députés ne représentent pas tout le monde». En vérité on ne peut défendre à la fois les intérêts des patrons et ceux des ouvriers.

Un député communiste authentique doit prendre en compte avant tout les intérêts des ouvriers et des petits paysans exploités. Il est leur porte-parole à l'Assemblée de la bourgeoisie. Il défend avec acharnement les thèses révo-

lutionnaires conformes à l'intérêt des exploités.

Mais si les gens expriment leur volonté que le député représente tout le monde c'est qu'eux se sentent exclus de la vie politique par des gens que seuls le prestige et l'argent intéressent.

Quelques idées qui émergent parmi les réponses obtenues : «Le député est une personne inconnue qui agit toute seule dans son coin sans jamais rendre compte de ce qu'il fait.», «Le député tient compte de l'avis des hauts-placés mais pas des ouvriers. Ils aident le président de la République à redresser les finances, mais c'est pas tellement efficace.», «Il se ballade de temps en temps, histoire de faire voir qu'il est là. Il coupe les rubans, c'est déjà pas mal.», «Ils votent les lois. Ils ne servent pas à grand-chose. Quand le gouvernement veut quelque chose, il passe outre.», «Un député ça ne sert à rien du tout sauf pour leur bourse. Ils m'énervent, que des paroles, des paroles.»

Bien sûr, toutes ces réflexions ne signifient nullement que les personnes avec qui il a discuté veulent la révolution. Ces réponses montrent que la vie politique telle que la bourgeoisie la pré-

sente, leur apparaît avant tout comme une affaire de gros sous. A vrai dire, ils sont assez irrités des pratiques des députés. Aucun d'entre eux n'a dit qu'il ne voulait pas de député.

La conclusion, nous la laisserons à une personne qui a déclaré, après la question : «Est-ce qu'il serait possible qu'il y ait beaucoup d'ouvriers députés ? Est-ce qu'ils pourraient faire beaucoup de choses ?»

«A l'heure actuelle, c'est pas possible, avec le Programme commun, ça serait pas possible, avec un vrai gouvernement communiste ce serait possible. Avec un gouvernement de droite ce n'est pas possible d'avoir des députés communistes, il faut que la tête soit de gauche. Sans Programme commun ou avec un vrai Programme commun, ça serait la même chose que maintenant.»

Cette personne exprime assez clairement ce que de plus en plus de monde ressent assez confusément mais qui ne se traduit pas toujours de la même façon, à savoir que les ouvriers devront prendre le pouvoir pour que les choses puissent vraiment changer.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

SAINT-BRIEUC

Saint-Brieuc, chef-lieu des Côtes-du-Nord, est un centre administratif important. Ce que l'on appelle le secteur tertiaire tient une grande place, avec notamment l'hôpital qui emploie 1 300 personnes.

C'est aussi une ville où les petites et moyennes entreprises sont dominantes ; petites entreprises du bâtiment surtout. Rappelons que, dans l'ensemble du département, il emploie la moitié des salariés. Trois usines importantes se dégagent : Chaffoteaux et Maury qui emploie 1 800 personnes, Sambre-et-Meuse avec 700 employés, et enfin le Joint-Français qui occupe 900 personnes.

LES TRAVAILLEURS EN LUTTE

De 1972 à 1974, les luttes furent nombreuses dans la ville. On se souvient de la grève du Joint-Français qui dura deux mois et qui fut dirigée par un noyau important et très actif de travailleurs. Le rôle traitre que joua la CGT fut dénoncé, on pouvait lire sur les murs : « CGT trahison ! ». De majoritaires avant la grève, ils sont devenus ensuite minoritaires. Mais la grande leçon de cette lutte, c'est l'immense solidarité entre les ouvriers et les paysans.

En 1972 toujours, il y eut des luttes de deux mois aux Kaolins de Plemet et à Big Duchman.

Depuis, des luttes se sont déroulées contre les licenciements (DMB) et contre les emplois intérimaires, comme à Chaffoteaux et Maury, en 1977. Cette der-

nière s'est soldée par un demi-succès, dans la mesure où le travail intérimaire fut supprimé, mais seulement la moitié des intérimaires fut embauchée définitivement.

Les luttes de la région, ce sont aussi les luttes paysannes, en particulier contre les cumuls. Les Côtes-du-Nord est un département où fut créé l'un des premiers syndicats Paysans-Travailleurs. Il existe, chez les paysans, une tradition de solidarité avec les ouvriers qui a déjà fait souvent ses preuves, comme au Joint-Français, en 1972.

La jeunesse est très active dans la région. Il ne se passe pas une année sans qu'il y ait des grèves importantes dans les lycées et CET de Saint-Brieuc. Les apprentis mènent aussi des luttes malgré les difficultés qu'ils rencontrent.

La JCMLF (Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France) a fait une avancée importante dans l'organisation des jeunes. Elle a impulsé et dirigé de nombreuses luttes et connaît de nombreuses sympathies parmi les apprentis.



1972, la lutte au Joint est celle de tous les travailleurs.

Michel Lemeur



Michel Lemeur 25 ans, est le candidat de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne de la circonscription de Saint-Brieuc.

Actuellement, il travaille comme OS chez Chaffoteaux et Maury. Auparavant, il avait travaillé chez Challos d'où il fut licencié pour ne pas s'être plié aux exigences du patron. Alors, il devient intérimaire au Joint-Français ; il fut l'un des seuls intérimaires à ne pas avoir été embauché définitivement pour des raisons politiques évidentes. Il trouve une place chez Chaffoteaux et Maury, d'abord comme intérimaire puis définitivement.

Militant actif de sa section syndicale, il est élu délégué du personnel en mars 1977. Depuis six mois, sa section voit son influence grandir à la suite de di-

LES AXES DE NOTRE CAMPAGNE

Contre le chômage et les licenciements, pour le droit de vivre et travailler au pays.

Pour l'unité de la classe ouvrière, pour l'unité entre les ouvriers et les paysans.

Notre programme, c'est la dictature du prolétariat qui est la seule garantie du socialisme.

Cette campagne sera un moyen de faire connaître les luttes en cours et de les soutenir. Elle nous permettra de faire connaître nos positions et d'expliquer que pour nous, les élections ne sont qu'un moyen de propagande et qu'elles ne doivent pas être autre chose. La prise du pouvoir ne pourra se faire que par les armes afin d'abattre la bourgeoisie. Jamais un bulletin de vote ne changera la société. Ceux qui prétendent que voter mieux, peut engendrer le socialisme, ne sont que des mystificateurs qu'il faut dénoncer. Contre la bourgeoisie de droite qui nous opprime et nous exploite, contre la bourgeoisie de gauche qui cherche à tromper les masses pour pouvoir exploiter à leur tour, nous appelons les travailleurs à rejoindre les rangs des marxistes-léninistes.

verses prises de position. Les travailleurs ont apprécié l'attitude de la section lors de la journée-bidon du 1er décembre. Par souci d'unité (la CGT ayant appelé à la grève sans consultation préalable des travailleurs), la section avait décidé de participer à la grève, tout en faisant une campagne d'expli-

cations montrant que ce genre d'actions ne pouvait rien résoudre et que ce n'est que la lutte résolue des travailleurs qui permettra de satisfaire leurs nombreuses revendications.

Ce qu'il faut, c'est organiser efficacement les travailleurs sur une base de classe.

Une mairie de gauche à l'oeuvre

La circonscription de Saint-Brieuc recoupe la ville-même et quelques communes rurales. La gauche est majoritaire depuis 1974. C'est Le Foll, ex-PSU puis PS, qui est député (il a rejoint le PS en même temps que Rocard).

Aux dernières municipales on a pu assister à une lutte acharnée entre le PS et le PC, lutte qui s'est soldée par l'évincement du PCF. Quant à la droite, qui est essentiellement soutenue par les gros commerçants de la ville, elle est en régression.

La gauche tient la mairie depuis les années 60 : on a donc pu la voir à l'œuvre. Son comportement ne diverge en rien de celui de la droite, fondamentalement elle est au service de la bourgeoisie et en particulier de la bourgeoisie commerçante.

Elle se comporte en patron vis-à-vis des employés municipaux, en remettant en cause les avantages acquis. Dans les conseils d'ad-

ministration où elle est représentée, c'est toujours la même attitude par exemple à l'hôpital ou encore aux abattoirs de la ville. C'est aussi cette municipalité qui a voté le licenciement de trois animateurs au foyer Paul Bert.

Actuellement elle s'apprête à relever une taxe de 4 % sur les factures EDF pour payer les investissements faits au profit de la bourgeoisie. Elle construit un parking, une rue piétonne : aux habitants de payer ! Et pour ces mêmes habitants, il n'est plus possible de trouver une place de parking gratuit dans le centre-ville. Bref, une mairie qui est le gérant loyal de la ville et reconnue comme telle par la droite traditionnelle, obligée d'admettre les capacités de bonne gestion capitaliste de Le Foll et Cie.

Quant au PCF, il a actuellement le beau rôle pour critiquer la municipalité, n'y étant plus pour en avoir été évincé. Il faut toute-

fois remarquer que ces critiques portent sur des projets établis... alors que le PCF était encore à la municipalité!

Déjà ça donne un aperçu de la bonne foi de ces gens. En fait leurs critiques n'ont pour but que de tromper les travailleurs en se présentant comme les purs à côté du PS. Et quand ils font des contre-projets, voilà ce que ça donne : le PCF a déclaré inacceptable la taxe de 4 % prélevée sur l'électricité, mais n'allez pas croire que c'est parce qu'ils sont contre la taxe ! Non, simplement ils estiment qu'elle est mal répartie ! Le PCF, c'est la même exploitation mais elle est « démocratique ».

Peu importe le masque dont ils s'affublent, ces bourgeois n'ont rien à voir avec les travailleurs qu'ils trahissent à chaque lutte.

Contre eux, nous opposerons les luttes des travailleurs qui seules pourront changer quelque chose.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Ce que veulent les dirigeants du PCF

LE CAPITALISME BUREAUCRATIQUE D'ETAT

Mais que veulent au fond les dirigeants du PCF ? Beaucoup de travailleurs sont amenés à se poser cette question. De rebondissements en rebondissements, on a pu avoir hier l'impression que le PCF s'alignait sur les positions du PS, comme on pourrait avoir aujourd'hui l'impression qu'il en est revenu à ce que certains appellent «l'orthodoxie marxiste».

Sur le fond, le projet du PCF aujourd'hui reste le même au-delà des revirements tactiques : le capitalisme bureaucratique d'Etat.

Les dirigeants du PCF sont des représentants typiques de ce que Lénine appelle l'aristocratie ouvrière. Il s'agit d'une petite fraction de la classe ouvrière qui s'est laissée peu à peu gagner par la bourgeoisie, jusqu'à devenir elle-même bourgeoise.

Si l'on regarde qui est Marchais par exemple, on peut comprendre cela assez facilement.

Aux «Dossiers de l'écran» mardi dernier, Marchais a déclenché (involontairement) les éclats de rire de l'assistance en déclarant qu'il était ouvrier. Si d'une part c'est vrai, qu'il fut ouvrier quelques temps, personne ne peut sérieusement le prendre pour un ouvrier aujourd'hui.

Que s'est-il passé en effet ? Peu à peu, le pouvoir bourgeois a su gagner à sa politique une petite fraction de la classe ouvrière. Thorez, ancien dirigeant du PCF, criait à tue-tête qu'il était mineur et fils de mineur. Mais il en arriva à demander aux travailleurs de stopper les grèves en 1936, à demander aux mineurs de produire plus (Waziers, après la guerre), pour le gouvernement capitaliste dont il était ministre.

Nos lecteurs n'ont-ils pas eu déjà l'occasion de voir des responsables syndicaux s'embourgeoiser peu à peu, au point de lancer des appels contraires aux intérêts des ouvriers ou même de s'opposer à eux physiquement.

Il y a aussi aujourd'hui au sein du PCF toute une équipe de jeunes technocrates qui, eux, n'ont jamais vu la classe ouvrière ni de loin, ni de près. On peut même dire que de plus en plus ce sont ces

jeunes loups, anciens responsables des étudiants du PCF par exemple, qui prennent le pouvoir, au sein de ce parti.

ENCADRER LA CLASSE OUVRIERE ET PRENDRE EN MAINS L'ECONOMIE

Tous ces nouveaux bourgeois ne possèdent pas encore les usines. Ce ne sont pas des patrons aujourd'hui* : les nationalisations sont pour eux le moyen idéal pour en arriver là.

Le schéma est le suivant : par les élections, ils prennent le pouvoir d'Etat,

ils nationalisent les grandes industries monopolistes et leurs filiales qu'ils pourront ainsi gérer de deux manières.

La première, c'est en tenant en main les entreprises nationalisées par le biais de l'Etat, puisque ces usines deviennent propriété de l'Etat.

La seconde, c'est en tenant en main les entreprises nationalisées par le biais de l'élection du chef d'entreprise. Qui proposent-ils en effet comme PDG des entreprises nationalisées ? Eux-mêmes, c'est à dire des dirigeants syndicaux corrompus, des bureaucrates révisionnistes.

On peut aussi voir que les dirigeants du PCF (Séguy en est un) espèrent tenir assez en mains les syndicats pour renforcer leur contrôle sur toute la vie du pays. De plus, ici ou là, à l'EDF, à Renault, aux PTT, ils commencent à placer leurs hommes aux postes-clés.

Certains syndicats CGT qu'ils contrôlent, comme celui des dockers ou celui du livre, joue déjà ce rôle de nouveau patron, en organisant l'embauche des travailleurs et le travail lui-même dans le cas des dockers.

Nous, marxistes-léninistes, disons que les dirigeants du PCF n'ont plus aucun titre pour parler au nom de la classe ouvrière. Ils ont fait de leur parti un parti bourgeois. Marchais-l'ouvrier, c'est de la mauvaise démagogie électorale.

Les dirigeants du PCF au gouvernement, ce sera encore le capitalisme, mais géré par de nouveaux bourgeois. Ce sera le capitalisme bureaucratique d'Etat.

*Il existe aussi aujourd'hui au sein du PCF quelques capitalistes monopolistes, comme Doumeng, gros paysan. Mais ce n'est encore que l'exception.

1936, grèves partout en France pour exiger du gouvernement Blum la satisfaction des revendications. Ici, les travailleurs du journal «L'intransigeant» en grève empêchent la vente des journaux.

Le 7 juin, s'ouvrent les accords de Matignon. «L'Humanité» comme le «Populaire» saluent la victoire que sont l'obtention de la semaine de quarante heures, les congés payés, etc. Mais les ouvriers en grève n'entendent pas en rester là. Les grèves se poursuivent. Le 11 juin, Thorez, au nom du Comité central du PCF appelle à reprendre malgré tout le travail : «Il faut savoir terminer une grève, dès que satisfaction a été obtenue. Il ajoute : «Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas été acceptées»...



Ce que veulent les dirigeants du PS

UN CAPITALISME MODERNE

Les dirigeants du PS se recommandent aujourd'hui encore de Léon Blum, vieux social-démocrate, qui en 1936 se disait «gérant loyal du capitalisme». Les chefs du «nouveau parti socialiste» créé au Congrès d'Épinay en 1971, sont bien dans cette tradition de gestion du capitalisme. Ce que veulent les dirigeants du PS, c'est un capitalisme moderne.

Le PS reconstitué à partir de divers courants en 1971 est dirigé aujourd'hui par des technocrates.

LES TECHNOCRATES

Au congrès d'Épinay, qui constitua le PS que nous connaissons aujourd'hui, il y avait deux tendances, regroupant chacune plusieurs courants.

La première tendance regroupait Guy Mollet et quelques vieilles barbes de la SFIO. Mollet est alors l'un des plus chauds partisans de l'alliance des socialistes avec le PCF. Mais il met à cette alliance un certain nombre de préalables. Jean Poperen le rejoint sur cette idée.

La tendance Guy Mollet-Poperen sera minoritaire.

La tendance majoritaire, est créée à l'origine par Mitterrand et le CERES. Le

CERES qui porte littéralement Mitterrand au pouvoir dans le PS, à cette époque, est un regroupement de jeunes technocrates, sortis des écoles où la bourgeoisie monopoliste forme ses cadres, ses gestionnaires précisément.

Cette tendance ne met aucun préalable sérieux à l'union avec le PCF, présentée comme la condition du «renouveau socialiste» : à ce courant de jeunes technocrates, viennent se joindre deux hommes qui sentent le vent tourner et se rangent dans la majorité, en abandonnant Mollet : Mauroy et Defferre, qui dirigent le PS avec les jeunes loups comme Rocard ou Attali.

FAIRE DU MODERNE

Dans l'ensemble, les dirigeants du PS ne sont pas de gros monopolistes**. Ils sont néanmoins à la tête de certaines

entreprises (tel le foyer Lou Cantou à Montpellier) plus modestes. Pour arriver à posséder les entreprises, ils ont un projet, qui à la fois se rapproche de celui du PCF et s'en sépare.

Ce que les technocrates du PS ont comme carte en main, c'est une certaine idée du capitalisme. Toutes les idées modernistes de gestion qu'ils ont apprises dans les hautes écoles de la bourgeoisie, ils comptent bien s'en servir : la relance économique, l'analyse de la crise, la restructuration, etc. En un mot : comment faire plus de profits ?

Or, ils peuvent soit vendre leurs capacités directement au gouvernement giscardien, ce que fait par exemple Georges Sarre (un des chefs du CERES) aujourd'hui aux PTT, soit vendre ces mêmes capacités à un gouvernement de gauche.

Aujourd'hui, le PS a choisi l'alliance à gauche, mais on ne peut pas deviner ce qui se passera demain. Si le PS a choisi l'alliance avec le PCF, c'est qu'eux aussi comptent bien sur certaines nationalisations pour asseoir leur pouvoir. Aujourd'hui, un cadre supérieur, un technocrate participe à la gestion de l'usine où il travaille,

mais il est aussi soumis à un patron. Si le patron privé disparaît, dans une entreprise nationalisée, le cadre aura plus de pouvoir, il gèrera plus directement son entreprise. C'est du moins ce que promet le Programme commun.

En ce sens, les dirigeants du PS peuvent avoir des intérêts communs avec ceux du PCF. Mais toutefois, tous ceux n'ont pas exactement les mêmes intérêts, car ils n'occupent pas tout à fait la même place dans la société aujourd'hui. Le PCF compte avant tout sur les bonzes syndicaux embourgeoisés, qu'il contrôle. Le PS compte plus sur toute l'équipe de technocrates qu'il influence.

Quoiqu'il en soit, le projet du PS est bien un projet capitaliste. Comme le livre d'Attali «La nouvelle économie française» le révèle, ce sera une nouvelle gestion du système actuel, permettant de le développer en le modernisant...

**Defferre est devenu une de ces exceptions, lui qui possède pratiquement le monopole de la presse à Marseille.